



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2022-03A
15 MARS 2022

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

- 1 Aide à domicile
- 2 Délinquance
- 3 Enfance - Famille
- 4 Etablissement Social et Médico-social
- 5 Immigration
- 6 Insertion
- 7 Jeunes
- 8 Logement
- 9 Pauvreté - Lutte contre les exclusions
- 10 Personnes âgées
- 11 Personnes en situation de handicap
- 12 Politiques sociales
- 13 Prévention de la radicalisation
- 14 Protection de l'enfance
- 15 Travail social
- 16 Violences

1. AIDE A DOMICILE



Grand âge : le Gouvernement engagé en faveur du bien vieillir à domicile et en établissement [Dossier] / Ministère des solidarités et de la sante, 03/2022, 24 p.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dp_ehpad_2022_final.pdf

Pour accompagner le vieillissement de nos concitoyens chez eux, le Gouvernement porte une feuille de route, avec un investissement d'un milliard d'euros par an, d'ici 2025, en faveur du soutien à domicile.

Aide à domicile : détecter les fragilités permet de mieux prendre soin / DELAVAL Katia

Travail & sécurité, 03/2022, n° 835, p. 40-42

<https://www.travail-et-securite.fr/visu/ts/ArticleTS/TI-TS0835P040041.html>

La dégradation de l'état de santé des personnes dépendantes, chez qui interviennent les auxiliaires de vie à domicile, peut affecter les conditions de travail de ces derniers. L'association AGABC a équipé ses salariés d'une application pour repérer précocement ces changements et adapter la prise en charge.

SAAD de Gannat, un projet de service co-construit

Territoires du social, 02/2022, n° 525, p. 25

Le CCAS de Gannat (Allier - 6 000 hab.) a totalement révisé, en l'espace de trois ans, l'organisation de son service d'aide à domicile (SAAD) afin d'améliorer la qualité de vie au travail.

2. DELINQUANCE

Comment lutter efficacement contre les violences urbaines commises par certains mineurs

ID.Cité, 07/03/2022

https://www.idcite.com/RM-Comment-lutter-efficacement-contre-les-violences-urbaines-commises-par-certains-mineurs_a61567.html

Une réponse du ministère de l'Intérieur au député André Villiers fait un point sur les dispositifs de lutte contre la délinquance des mineurs.

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-39562QE.htm>

Police, justice : Comment restaurer la confiance ? [Dossier] / GUILLER Audrey, WEILER Nolween

Kaizen, 03/2022, n° 61, p. 18-38

Aspirer à se sentir en paix et en sécurité est légitime. Mais si nous nous affranchissons de l'idée que seules la répression et l'incarcération nous protègent ? En France et ailleurs, des alternatives existent : brigades non violentes de maintien de la paix, travaux d'intérêt général pour remplacer la prison, groupes de parole entre victimes et condamnés, polices quasi désarmées, justice communautaire... Ces initiatives montrent que derrière deux camps qui se regardent souvent avec méfiance, il y a aussi des humains qui peuvent chercher ce qui les relie encore.

3. ENFANCE ET FAMILLE



Couple séparé - Parents associés Pour une co-parentalité réussie

Caisse nationale d'allocations familiales, 2022, 25 p.

<https://enfance-et-partage.org/wp-content/uploads/2022/03/guide-coparentalite-2022>

Les séparations conjugales bouleversent parents et enfants, et engendrent des réaménagements multiples qui s'avèrent bien souvent difficiles voire conflictuels. Afin d'accompagner les parents, dans l'intérêt et le respect des besoins de leur enfant, le secrétariat d'Etat chargé de l'Enfance et des Familles, l'Unaf, et la Cnaf, ont apporté leur concours à la réédition du guide pratique réalisé par Enfance et Partage. Pour qu'au-delà de la séparation du couple, les parents puissent assumer leurs responsabilités de la façon la plus apaisée possible pour le bien-être de leurs enfants.



L'Unaf a organisé un webinaire sur les Schémas départementaux des services aux familles, avec l'intervention de la DGCS et de la CNAF

Unaf.fr, 15/03/2022

<https://www.unaf.fr/spip.php?article29263>

Le jeudi 3 mars 2022, l'Unaf a organisé un Webinaire sur les Schémas Départementaux des Services aux Familles (SDSF) avec l'intervention de la DGCS et de la CNAF. Ouvert par Isabelle Saunier, administratrice de l'Unaf et présidente du département Enfance et Parentalité, ce webinaire a réuni plus de 120 participants.

Marie Lambert Muyard, cheffe du bureau Familles et Parentalité de la Direction Générale de la Cohésion Sociale est intervenue afin de présenter les enjeux de la dernière réforme des services aux familles. Cette réforme vise à faciliter l'implantation, le maintien et le développement de services aux familles, notamment en matière d'accueil du jeune enfant et de soutien à la parentalité.

Soutien à la parentalité : la charte nationale est publiée

Média social (Le), 14/03/2022

https://www.lemediasocial.fr/soutien-a-la-parentalite-la-charte-nationale-est-publiee_FW9KvI

S'inscrivant dans le cadre de la réforme des services aux familles, lancée au printemps 2021, la charte nationale de soutien à la parentalité est enfin publiée, avec un arrêté du 9 mars 2022.

https://www.lemediasocial.fr/hulkStatic/EL/ELI/2022/03/f76e44b4b-3d11-45d6-9968-dd230c8120d2/sharp_/ANX/charte-parentalite.pdf

Modifications des relations intrafamiliales dans les familles françaises de jeunes enfants pendant le premier confinement lié à la COVID-19,

Psychologie française, 2022

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0033298422000218?via%3Dihub>

Dans le cadre de la pandémie liée à la COVID-19, l'État français a mis en place des mesures de confinement obligeant les parents à rester chez eux avec leurs enfants, tout en assurant, en plus des tâches quotidiennes et du travail, leur scolarité. L'objectif de cette publication est de présenter les modifications des relations parents-enfants et entre conjoints pendant cette période et leurs principales sources selon les parents.

Accueil de la petite enfance



A Montluçon, la crèche familiale expérimente déjà le nid maternel

Lesprodelapetiteenfance.fr, 23/02/2022

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/formation-droits/droits-et-demarches-administratives/creches>

Le texte n'est pas encore publié au Journal Officiel, mais cela fait partie des expérimentations prévues par la réforme des modes d'accueil... peu importe, Montluçon n'a pas attendu et vient de s'engager depuis le 7 février 2022 dans un projet de nid maternel : une crèche familiale fonctionnant comme une MAM. Une première évaluation de ce projet.



A Saint-Denis, l'art s'invite dans les crèches

Lesprodelapetiteenfance.fr, 11/03/2022

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/initiatives/eveil-artistique-et-culturel/saint-denis-lart-sinvite-dans-les-crèches>

Depuis quelques années déjà un partenariat unit l'école d'arts plastiques Gustave Courbet de la ville de Saint-Denis, en région parisienne, et les douze crèches municipales. Un partenariat qui a évolué puisque les professionnels de la petite enfance sont dorénavant formés à l'école d'arts plastiques par l'équipe pédagogique. Retour sur cette initiative artistique qui rencontre un grand succès



Vidéo - Le sommeil libre,

Lesprodelapetiteenfance.fr, 10/03/2022, 2.43 mn

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/medias/videos/bien-dormir-en-collectivite/le-sommeil-libre>

A la crèche les Fables des Sous-Bois, tout est fait pour que les enfants puissent devenir autonome y compris dans leur sommeil. Ils peuvent se lever et se coucher quand et comme ils veulent en toute sécurité grâce à l'accompagnement attentif des professionnels qui les accueillent.



Steven Vasselin, adjoint Petite Enfance à la ville de Lyon : « Pénurie de diplômés : le point de rupture est dépassé »

Lesprodelapetiteenfance.fr, 25/02/2022

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/formation-droits/les-politiques-petite-enfance/steven-vasselin-adjoint-petite-enfance-la-ville-de-lyon-penurie-de-diplomes-le-point-de-rupture-est>

Steven Vasselin, adjoint chargé de la Petite Enfance à la ville de Lyon, a publié le 21 février dernier sur le JDD une Tribune, cosignée par plusieurs élus locaux. Un message fort dans lequel lui qui est également représentant de France Urbaine au Comité de filière Petite Enfance interpelle les Régions concernant le manque de professionnels diplômés et leur demande d'augmenter les quotas de formation. Entretien avec un élu mobilisé et déterminé à ce que les choses changent.



Pédagogie : à quoi sert une courbe d'animation ?

Lesprodelapetiteenfance.fr, 21/02/2022

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/bebes-enfants/psycho-pedagogie/pedagogie-quoi-sert-une-courbe-animation>

L'articulation entre le collectif et l'individuel est un défi au quotidien pour les professionnels de la petite enfance. D'un côté, on sait que laisser les tout-petits jouer librement et individuellement est indispensable et de l'autre, on ressent parfois le besoin d'une proposition fédératrice pour le groupe. C'est particulièrement vrai pour les enfants de plus de 18 mois. La préparation d'une courbe d'animation qui correspond à la manière de gérer l'intensité d'une activité, peut alors être utile. Les explications de Fabienne-Agnès Levine, psychopédagogue.

4. ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL



Accélération du numérique pour le secteur social et médico-social et généralisation du Dossier Usager Informatisé (DUI)

Cnsa.fr, 15/03/2022

<https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/acceleration-du-numerique-pour-le-secteur-social-et-medico-social-et-generalisation-du-dossier-usager-informatise-dui>

Après une première phase d'amorçage qui a permis, en 2021, de financer l'équipement ou l'utilisation effective du dossier usager informatisé (DUI) dans près de 6000 établissements ou services médico-sociaux (ESMS), le programme ESMS numérique entre dans sa phase de généralisation. Le périmètre des structures financées s'élargit plus concrètement à toutes catégories d'établissements et services du secteur social et du secteur médico-social. Cette phase de généralisation bénéficie des crédits Ségur du numérique en santé dédiés au secteur médico-social soit 430 millions d'euros.

Évaluation de la qualité des ESSMS : le référentiel unique est publié

Média social (Le), 10/03/2022

Le premier référentiel de qualité commun à tous les établissements et services sociaux et médico-sociaux a été présenté, le 10 mars, par la Haute Autorité de santé. L'instance invite les professionnels à s'en saisir dès à présent

https://www.has-sante.fr/jcms/c_2838131/fr/comprendre-la-nouvelle-evaluation-des-essms

Des mesures pour dynamiser la pratique du sport en ESSMS

Média social (Le), 08/03/2022

Un "référé sport" doit être désigné dans les établissements sociaux et médico-sociaux, en application de la loi du 2 mars 2022 « visant à démocratiser le sport ».

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045287568>

La loi du 2 janvier 2002 : vingt ans après [Dossier] / LONG Martine, RIHAL Herve, LAFORE Robert, POINSOT Olivier, CRISTOL Daniele, VINSONNEAU Arnaud, HENNION Sylvie

Revue de droit sanitaire et social, 01/2022, n° 1, p. 5-71

Au sommaire :

- Que sont les droits des usagers devenus ?
- Les outils de mise en oeuvre des droits des usagers : une évolution en trompe-l'œil
- La notion d'établissement et de service social et médico-social, vingt ans après
- Que reste-t-il de la planification sociale et médico-sociale issue de la loi du 2 janvier 2002
- La police des établissements et services sociaux et médico-sociaux depuis la loi du 2 janvier 2022 : une économie de services sous contrôle public
- Tarification sociale et médico-sociale : 20 ans après la loi du 2 janvier 2002, des réformes et encore des réformes

5. IMMIGRATION



La féminisation des migrations change-t-elle l'accueil des réfugiés ? - Le Temps du débat

France culture, 08/03/2022, 37 mn

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/la-feminisation-des-migrations-change-t-elle-l-accueil-des-refugies>

Alors que les premiers réfugiés ukrainiens arrivent en France, nous nous intéresserons, depuis la ville de Lille et à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, aux migrations féminines, souvent invisibles.



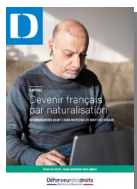
Le parcours des réfugiés : de l'asile à l'intégration [Bibliographie]

Réseau des documentalistes du CNFPT, 02/2022, 57 p.

https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/parcours_refugies_02_2022.pdf

Au sommaire :

- Parcours et flux migratoires en France, en Europe et dans le monde
- Stéréotypes et préjugés
- Procédure de demande d'asile et repères juridiques
- Devenir réfugié et après ?
- Relation interculturelle
- Ressources complémentaires
- Liens utiles



Devenir français par naturalisation - Recommandations visant à faire respecter les droits des usagers

Défenseur des droits, 2022, 36 p.

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/284031.pdf>

La naturalisation est un des modes d'acquisition de la nationalité. Elle correspond à l'octroi de la nationalité française par décision de l'autorité publique à la demande d'un ressortissant étranger résidant habituellement et régulièrement en France. Elle constitue une étape décisive, souvent finale, du processus d'intégration dans la communauté française, d'un ressortissant étranger. Ce dernier entend se prévaloir d'une résidence stable et de son attachement à la France. L'article 71-1 de la Constitution de 1958 a chargé le Défenseur des droits de veiller au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public ou à l'égard duquel la loi organique lui attribue des compétences. En 5 ans, plus de 5 000 personnes ont saisi le Défenseur des droits suite à des difficultés d'accès au service public de la naturalisation.

L'aide médicale d'État, la fabrique d'un faux problème 02/2022,

<https://www.icmigrations.cnrs.fr/defacto/defacto-031/>

Les maux de notre système de santé sont instrumentalisés, problématisés et solutionnés à travers le seul enjeu du « coût » de l'AME, en dépit d'un consensus scientifique sur le bien-fondé de ce dispositif et la nécessité de le conserver pour des raisons tant médicales qu'éthiques.



Soutenir la santé mentale des personnes migrantes - Guide ressource à destination des intervenants sociaux

Orspere-Samdarra, 2022, 36 p.

<https://www.orspere-samdarra.com/wp-content/uploads/2022/02/os-soutenir-la-sante-mentale.pdf>

Construit avec des professionnels du territoire de la région Auvergne-Rhône-Alpes, ce guide présente les spécificités en santé mentale liées aux événements vécus dans le pays d'origine et lors du parcours migratoire, et aux difficultés rencontrées à l'arrivée en France. Il détaille les différentes structures, médicales et sociales, qui peuvent accueillir ces personnes.

Des émojis au service des migrants à la rue

Média social (Le), 15/03/2022

https://www.lemediasocial.fr/des-emojis-au-service-des-migrants-a-la-rue_xOLXQA

Pour aider les migrants à la rue, dans la capitale, à trouver à qui s'adresser en fonction de leurs besoins, les associations France terre d'asile & Watizat lancent un dispositif unique et gratuit sur WhatsApp : le 505 migrants.

<https://www.youtube.com/watch?v=6gKXcXwHVRE>

Asile - Faire famille dans le chaos

Lien social, 01/03/2022, n° 1312, p. 18-24

Au sommaire :

- Faire famille dans le chaos
- Un nid pour la parentalité
- L'accompagnement en question - Entretien avec Chloïlde O'Deyé (Anthropologue)

Ukraine : de l'élan de solidarité à l'accueil des réfugiés

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606, p. 12

Alors que les Ukrainiens commencent à arriver en France, de plus en plus nombreux, le couple maire - préfet s'active pour leur accueil. Et la solidarité s'organise.

6. INSERTION



Vidéos / Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) - 2022

<https://www.dailymotion.com/playlist/x7aka9>

La DGEFP a tourné une série de CLIP illustrant/témoignant de la mise en place du SPIE dans les territoires.



RSA : une politique publique en échec

Atd-quartmonde.fr, 03/03/2022

<https://www.atd-quartmonde.fr/rsa-une-politique-publique-en-echec/>

« Avec le RSA, on ne vit pas, on survit. » C'est le constat unanime dressé par les militants Quart Monde ayant participé à la rédaction d'un rapport remis à la Cour des comptes.

À Moissy-Cramayel, le "contrat d'engagement jeune" au banc d'essai

Média social (Le), 09/03/2022

Dans la mission locale de Grand Paris sud, le nouveau dispositif a déjà pu être testé de manière anticipée. Par rapport à l'ancienne garantie jeune, le "CEJ" paraît exiger, pour les opérateurs, des efforts de souplesse et de rapidité. Retour d'expérience.

Soleillet, un foyer singulier pour la réinsertion des ex-détenues

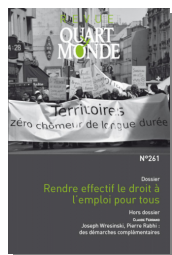
Actualités sociales hebdomadaires, 04/03/2022, n° 3249, p. 22-25

Unique en son genre, le foyer Soleillet, à Paris, accueille exclusivement des femmes après leur incarcération. Suivies par des professionnels qui les guident dans leurs démarches de réinsertion, elles peuvent, grâce à ce dispositif, reprendre pied dans la société petite à petit.

RSA - Stop ou encore ?

Journal des acteurs sociaux, 02/2022, n° 264, p. 16-22

Alors que la loi de finances pour 2022 vient d'ouvrir timidement la voie à une renationalisation du revenu de solidarité active (RSA) dans quelques départements volontaires, la question de la réforme du dispositif s'invite dans le débat des élections présidentielles. En témoigne, par exemple, la proposition de la candidate de la droite républicaine, Valérie Pécresse, qui souhaite que "celui qui touchera le RSA donnera chaque semaine 15 heures d'activité à la société". Une manière de relancer à nouveau la question fondamentale du lien entre RSA et insertion.



Rendre effectif le droit à l'emploi pour tous

Quart monde, 2022, n° 261, p. 3-56

« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ». C'est en partant de cet article du préambule de la Constitution de 1946 que le projet Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) a été conçu pour rendre effectif le droit à l'emploi pour tous.

Initié en 2010 par Patrick Valentin et le Mouvement ATD Quart Monde France, le projet TZCLD a fait l'objet d'une première loi d'expérimentation en 2016, prolongée en décembre 2020.

Il s'appuie sur trois principes fondamentaux et un cadre méthodologique précis :

- Personne n'est inemployable, toutes celles et ceux qui sont durablement privés d'emploi ont des savoir-faire et des compétences.
- Ce n'est pas le travail qui manque, c'est l'emploi, puisque de nombreux besoins de la société ne sont pas satisfaits.
- Ce n'est pas l'argent qui manque puisque le chômage de longue durée entraîne de nombreuses dépenses et manques à gagner que la collectivité prend à sa charge.
- Ce dossier donne largement la parole à ceux et celles avec qui ce projet est devenu réalité.

<https://www.revue-quartmonde.org/10554>

Un coup de pouce régional au compte personnel de formation des chômeurs

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 40

<https://www.lagazettedescommunes.com/793434/un-coup-de-pouce-regional-au-compte-personnel-de-formation-des-chomeurs/>

Les Hauts-de-France connaissent un taux de chômage de 9,4 % au premier trimestre 2021 et de nombreux jeunes sortent de formation initiale sans qualification. La région a décidé, début 2021, de favoriser l'accès des demandeurs d'emploi de son territoire aux formations qualifiantes. Le compte personnel de formation des demandeurs d'emploi est abondé pour ceux qui demandent une formation hors catalogue du territoire.

7. JEUNES



Engagement et participation démocratique des jeunes

Conseil économique et social, 03/2022, 123 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/284347-engagement-et-participation-democratique-des-jeunes#xtor=EPR-526>

Le lien entre les jeunes, les institutions et les représentants élus s'est profondément distendu, comme en témoigne le taux d'abstention record chez les 18-24 ans aux élections régionales et départementales de juin 2021. Pourtant, les jeunes générations ne sont ni moins engagées ni moins intéressées par la politique que leurs aînées. Cet engagement se manifeste moins par les urnes, mais de plus en plus par d'autres voies : pétitions en ligne, manifestations, boycott, diffusion de contenu en ligne, etc. Les préconisations du Conseil économique, social et environnemental pour favoriser l'engagement des jeunes et leur participation aux élections et à la vie démocratique s'articulent autour des axes suivants :

- renforcer l'apprentissage de la démocratie dès le plus jeune âge,
- mettre les jeunes au centre des politiques publiques qui les concernent,
- faciliter les modalités d'inscription sur liste électorale et encourager le déplacement aux urnes,
- revitaliser la pratique de la démocratie, la redevabilité de la part des élues et élus et le renouvellement des instances politiques, pour renouer la confiance.

Le service civique pour tous - Une école de la fraternité - Décryptage

Journal des acteurs sociaux, 02/2022, n° 264, p. 28-22

Etre un outil au service de la cohésion sociale, voilà une ambition partagée par deux dispositifs souvent confondus : le service national universel (SNU), dispositif gouvernemental lancé en 2019, et le service civique, créé par la loi en 2010 sur une démarche initiée par l'association Unis-Cité en 1995. Mais si le premier, par son format court et son organisation rigide, est loin d'atteindre cet objectif, le service civique est plus prometteur. C'est d'ailleurs pour cela que Marie Trelle-Kane, présidente fondation d'Unis-Cités, propose de l'élargir pour en faire un véritable service civil universel, devenu naturel dans le parcours éducatif de tous les jeunes entre 16 et 30 ans pour une durée de huit mois en moyenne. Une "année de césure citoyenne" après la fin d'un premier cycle d'études, qui pourrait devenir l'équivalent d'une école de la fraternité. Et s'il s'agissait là d'une utopie réaliste ? Décryptage

8. LOGEMENT

Aucun gouvernement n'a pris la mesure de ce que signifiait concrètement le droit au logement

Atd-quartmonde.fr, 17/02/2022

<https://www.atd-quartmonde.fr/aucun-gouvernement-na-pris-la-mesure-de-ce-que-signifiait->

Instauré par la loi du 5 mars 2007, le droit au logement opposable vise à confier à l'État l'obligation de loger ou de reloger les ménages qui y sont reconnus éligibles, de façon prioritaire, urgente et avec une offre « adaptée ». Dans un rapport publié en janvier, la Cour des comptes constate l'échec de cette politique. Michel Platzer, chargé du Département logement d'ATD Quart Monde, décrypte ce rapport.

Héberger ou accompagner les personnes sans domicile ? Une prise en charge segmentée et une professionnalisation en trompe-l'œil / SCHLEGEL Vianney

Connaissance de l'emploi, 02/2022, n° 179, 4 p.

<https://ceet.cnam.fr/publications/connaissance-de-l-emploi/heberge>

En novembre 2020, la Fondation Abbé Pierre a estimé que 300 000 personnes étaient privées de logement en France. Alors qu'un rapport a récemment souligné la « démultiplication » des situations de pauvreté en raison de la crise sanitaire (Duvoux et Lelièvre, 2021), on peut craindre que le phénomène s'accroisse, d'autant que les mesures mises en œuvre jusqu'ici peinent à répondre efficacement à ces situations. Ce constat invite à s'intéresser au secteur de la prise en charge des personnes sans-domicile tel qu'il existe et tel qu'il s'est structuré depuis les années 1980.

À partir d'analyses statistiques et qualitatives, ce numéro de Connaissance de l'emploi met en lumière certains des paradoxes qui ont marqué le développement du secteur. Il souligne le caractère incertain de sa professionnalisation et l'hétérogénéité des configurations professionnelles sur lesquelles repose le travail d'accompagnement des personnes sans-domicile.



Sans-abri - L'hébergement en chantier perpétuel

Actualités sociales hebdomadaires, 04/03/2022, n° 3249, p.6-11

En dix ans, le nombre de personnes sans domicile fixe a doublé. Face à une faible croissance du parc immobilier, le « Logement d'abord » peine à se généraliser. Cela n'empêche pas certains acteurs d'expérimenter, pour répondre aux besoins des personnes comme pour pallier les défaillances de l'Etat.

- Grands Marginaux : l'expérimentation nantaise

- « Habiter passe par la possibilité de conserver les liens créés dans la rue », sociologue Edouard Gardella

<https://sansabrisme.hypotheses.org/>

Pour lutter contre le mal logement, la Saône-et-Loire se dote de la plateforme « Histologe »

Lesechos.fr, 28/02/2022

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/bourgogne-franche-comte/pour-lutter-contre-le-mal-logement-la-saone-et-loire-se-dote-de-la-plateforme-histologe-1390212>

La Saône-et-Loire est le premier département de Bourgogne-Franche-Comté à bénéficier du service public Histologe. Il vise à signaler les situations de mal logement afin de mieux les combattre.

« Les sans-abri ignorent le plan “logement d'abord” »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 14/03/2022, n° 2606, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/794168/%e2%80%89les-sans-abri-j>

Les sociologues Julien Lévy et Gabriel Uribelarrea s'intéressent aux sans-abri dans le cadre de leurs recherches. Notamment au plan quinquennal du « logement d'abord », qui vise à réduire le sans-abrisme. Il en ressort un accompagnement fort des personnes pendant leur présence dans le programme et une transition difficile vers l'autonomie, une fois qu'elles sont logées dans des dispositifs de droit commun.

9. PAUVRETE / LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS



Mise en débat : la précarité dans les quartiers prioritaires

Résovilles, 05/2021

<https://www.youtube.com/watch?v=MUxrHjpnYxc>

Alors que la crise de la COVID-19 s'inscrit dans la durée, une hausse préoccupante de la précarité a vu le jour touchant de nouvelles populations jusqu'alors épargnées.

Selon les chiffres de la Croix Rouge française, « plus de 90 % de ses structures d'aide alimentaire observent l'arrivée de nouveaux publics, principalement des chômeurs (+64 %), des travailleurs intérimaires ou des travailleurs pauvres (+63 %), des retraités (+37 %), des personnes en situation de grande exclusion (+40 %), des étudiants (+23 %) ou encore des travailleurs indépendants et commerçants (+23 %) ».

Au même moment, le comité d'évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté publie son rapport 2021 pointant du doigt un retard dans la mise en œuvre de la stratégie et des disparités territoriales.

Quelles réalités sur nos régions ? Quels dispositifs mettre en place pour palier à cette précarité grandissante et renforcer la lutte contre le non-recours ? Quels moyens pour les acteurs de terrain ?

Intervenant.e.s :

-Anne Postic, Haut-Commissaire au plan Pauvreté de la région Pays de la Loire

-Anne Brunner, Directrice d'études, Observatoire des Inégalités

-Yasmina Cappato de l'association Vivre Libre 44

https://www.resovilles.com/wp-content/uploads/2022/03/Decryptage_precaire.pdf

Le réseau Wresinski « Écologie et grande pauvreté » : des pistes pour transformer ensemble la société / BOISSIER Mathilde, VERCELLONI Céline, SARROT Jean-Christophe

Mouvements, 2022, n° 109, p. 47-58

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2022-1-page-47.htm>

Les bouleversements écologiques rendent de plus en plus urgente la transformation profonde de notre société, minée depuis des décennies par les dysfonctionnements économiques et sociaux. Penser et agir avec toutes et tous, et en particulier avec les personnes en situation de précarité, est indispensable pour construire une société juste et durable. Mais comment les plus pauvres peuvent-ils placer l'écologie au centre de leurs combats quotidiens ? Comment les militantes climat peuvent-ils-elles associer davantage les plus pauvres ? L'expérience d'ATD Quart Monde aide à affronter ces questions.

Une circulaire fixe les règles des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté pour 2022

Banquedesterritoires.fr, 28/02/2022

<https://www.banquedesterritoires.fr/une-circulaire-fixe-les-regles-des-conven>

Une circulaire précise les modalités d'élaboration des conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (Calpae) départementales, métropolitaines et régionales, contractualisation qui a été prolongée en 2022. Elle précise aussi l'articulation des Calpae avec les autres conventions entre l'État et les collectivités.

Précarité : la force des mots

Actualités sociales hebdomadaires, 11/03/2022, n° 3250, p. 36

Dans son centre d'hébergement d'urgence, rue Popincourt, à Paris, le Samu social de Paris travaille avec deux écrivains pour amener les personnes hébergées à s'exprimer au travers de poèmes.

La Bulle, une douche nomade qui tisse des liens / OLLIER Noémie, LE GOFF Sara
Vie sociale et traitements, 2022, n° 153, p. 67-70

La Bulle, dispositif nomade dans un camping-car, accueille et accompagne les personnes « sans chez-soi » sur Montpellier et sa métropole. Un salon et une salle de bains à disposition des personnes sont aussi une médiation pour créer du lien et entrer en relation.

Accès aux soins

Accès aux soins dans les territoires défavorisés : 26 structures vont préfigurer le modèle de la « santé participative » dès le 1er mars 2022, 31/01/2022

<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/article/acces-aux-soins-dans-les-territoires-defavorises-26-structures-vont-prefigurer>

Les centres et maisons de santé « participatifs » sont particulièrement adaptés à la prise en charge des populations des territoires défavorisés, généralement éloignées du soin. En allant vers les usagers, en mettant en place des espaces de parole, des actions de médiation en santé, avec des services d'interprétariat professionnel, ces structures apportent un accompagnement à la fois médical, psychologique et social aux habitants, en les rendant acteurs de leur santé.

C'est pourquoi le gouvernement promeut dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté le développement de cette offre de « santé participative », qui débute par une expérimentation d'ampleur pour inscrire ces structures dans un équilibre financier pérenne et soutenable, nécessaire pour leur développement.



Personnes en situation de précarité-pauvreté et professionnels de santé analysent ensemble la période et formulent des recommandations

ATD quart Monde, 2022, 72 p.

<https://www.atd-quartmonde.fr/atd-quart-monde-analyse-deux-ans-de-pandemie-dans-une-etude-participative/>

Dans un rapport d'étude participative, douze personnes en situation de pauvreté et treize professionnels de santé et du social engagés dans le réseau Wresinski Santé d'ATD Quart Monde analysent ensemble deux ans de pandémie Covid-19 et formulent des recommandations.

Non-recours

Non-recours : l'assurance maladie et les allocations familiales se coordonnent

Média social (Le), 15/03/2022

La Caisse nationale d'assurance maladie et la Caisse nationale des allocations familiales ont signé une convention posant un cadre de « coopération et d'expérimentation communes » pour accompagner les publics vulnérables et lutter contre le non-recours aux droits.

<https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Presse/>

La loi 3DS crée les « territoires zéro non-recours aux droits sociaux »,

Les clés du social, 05/03/2022

<https://www.clesdusocial.com/la-loi-3ds-cree-les-territoires-zero-non-recours-aux-droits-sociaux>

La loi prévoit une expérimentation, pour 3 ans, dans 10 territoires maximum, pour lutter contre le non-recours aux droits et que les personnes utilisent les droits sociaux auxquels elles ont droit. Les modalités seront précisées par un décret au cours de ce semestre et la liste des territoires par un arrêté.

Pauvreté des jeunes

Précarité : à Lyon, plus de 700 personnes ont déjà perçu le revenu solidarité jeunes

Média social (Le), 07/03/2022

<https://www.lemediasocial.fr/precarite-a-lyon-plus-de-700-personnes-ont-deja-percu-le-revenu-solidarite-jeunes> JBwHM7

Lancé en mai 2021 par la métropole de Lyon, le « revenu de solidarité jeunes » a bénéficié à 717 jeunes sur ce territoire. La plupart (91 %) n'avaient aucune ressource et ont donc perçu une aide de 400 euros mensuels. 20 % d'entre eux sont dans une situation de grande précarité, en particulier « sur le volet logement », précise le Grand Lyon.

Précarité alimentaire

Instituer les terres en commun, pour instituer l'alimentation en commun / MARTIN Tanguy

Mouvements, 2022, n° 109, p. 60-71

La création de nouveaux communs est devenue une perspective centrale dans la mise en œuvre d'une transition conjuguant habitabilité de la planète et justice sociale. Partant du projet de Sécurité Sociale Alimentaire discuté, en France, par nombre d'associations agricoles et citoyennes, Tanguy Martin analyse ici la façon dont cette reconnaissance du droit à l'alimentation pourrait être combinée à l'institution des terres agricoles comme commun, dans une perspective de conversion agro-écologique de l'agriculture.

Précarité énergétique

Contre la précarité énergétique, la proximité

Actualités sociales hebdomadaires, 11/03/2022, n° 3250, p. 24-27

Partant du constat que les dispositifs de lutte contre la précarité énergétique sont insuffisamment actionnés, l'association Les Locaux-moteurs joue la carte de la proximité et de la pair-aidance. Dans le Maine-et-Loire, elle recrute et forme des habitants-relais chargés d'identifier de potentiels bénéficiaires et de les informer sur leurs droits et les aides existantes.

<https://www.locauxmoteurs.fr/>



Le chèque énergie

Cour des comptes, 02/2022, 143 p.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-cheque-energie>

Créé dans le but de remplacer les tarifs sociaux de l'énergie, le chèque énergie vise à lutter contre les effets de la précarité énergétique en offrant aux ménages modestes une aide au paiement de leurs factures d'énergie. Dans le rapport publié ce jour, la Cour des comptes dresse un ensemble de constats qui lui paraissent justifier la conduite d'une réflexion sur la nature réelle du dispositif : en ce sens, elle relève notamment que le seul critère retenu par les pouvoirs publics - le niveau de vie des membres des ménages - rend son ciblage peu performant. En outre, le fait que le chèque puisse financer tout type d'énergie va à l'encontre des objectifs climatiques de la France, puisqu'il aboutit à subventionner pareillement l'usage d'énergies carbonées et décarbonées. Au-delà d'une évolution paramétrique du chèque énergie et du renforcement de sa cohérence, la Cour propose trois scénarios possibles, en fonction d'une clarification des objectifs poursuivis.

Les propriétaires de passoires thermiques ne sont pas ceux qu'on croit

Localtis.info, 08/03/2022

<https://www.banquedesterritoires.fr/les-propriteaires-de-passoires-thermiques->

Effy, qui se revendique comme le numéro un de la rénovation énergétique en ligne, publie une étude originale sur le profil des occupants de passoires thermiques, autrement dit de logements classés F et G ainsi, accessoirement, que ceux classés en catégorie E. Ces logements seront progressivement interdits à la location à partir de 2025. L'étude d'Effy se base sur les données recueillies par l'Observatoire national de la rénovation énergétique (Onre), mis en œuvre par le ministère de la Transition écologique. On peut toutefois regretter qu'elle ne donne aucune indication sur la taille et la constitution de l'échantillon.

10. PERSONNES AGEES



Vers un service public territorial de l'autonomie / LIBAULT Dominique

Ministère des solidarités et de la santé, 03/2022, 161 p

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_libault_spta_vdef.pdf

Dans son rapport Dominique Libault préconise un rapprochement territorialisé des différents acteurs de l'autonomie : du sanitaire et du social d'une part, et des collectivités territoriales, de l'État, des ARS et de la Sécurité sociale d'autre part. L'objectif est ainsi de mieux coordonner l'ensemble de ces acteurs pour assurer une véritable continuité de l'accompagnement, en proximité.

La solidarité intergénérationnelle pour lutter contre l'isolement des aînés

Média social (Le), 17/03/2022

https://www.lemediasocial.fr/la-solidarite-intergenerationnelle-pour-lutter-contre-lisolement-des-aines_jfengG

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et la ministre déléguée à l'Autonomie, Brigitte Bourguignon, ont lancé le 14 mars un plan d'action national visant à « renforcer les solidarités intergénérationnelles dans les établissements scolaires et les lieux de vie des personnes âgées », alors que « deux millions de nos concitoyens âgés vivent isolés de cercles familiaux et amicaux », est-il rappelé dans un communiqué.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/le-gouvernement-lance-un-plan-d-action-pour-renforcer-les-solidarites>



Prise en charge des personnes âgées : quel rôle pour les départements ?

TheConversation.com, 16/03/2022

<https://theconversation.com/prise-en-charge-des-personnes-agees-quel-role-pour-les-departements-177410>

En France, on compte entre 1,3 et 3,9 millions de personnes âgées en perte d'autonomie. De nos jours, la probabilité d'atteindre un âge élevé, où l'on ne peut parfois plus réaliser des activités essentielles à la vie quotidienne, est bien plus importante que par le passé. Si cette dynamique se poursuit malgré la crise du Covid-19, il faut s'attendre à une forte croissance de la population âgée en perte d'autonomie, et des coûts sociaux et économiques associés.

Autonomie : la CNSA vote sa feuille de route pour 5 ans

Média social (Le), 16/03/2022

Le 14 mars, le conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) a adopté [sa convention d'objectifs et de gestion \(COG\) 2022 -2026](#). Le document prévoit 40 engagements pour "fonder la branche autonomie".

<https://www.leroymerlinsource.fr/autonomie/gael-guilloux-et-le-design-social-du-vieillessement/?idU=1>

Dans cet entretien, LEROY MERLIN Source vous invite à rencontrer Gaël Guilloux, son correspondant spécialiste du design social et du vieillissement depuis 2015. Il y a 8 mois, Gaël Guilloux a créé De Fond En Comble. Ce premier tiers-lieu consacré au bien vieillir est l'aboutissement de vingt années de recherches sur le design appliqué au vieillissement. Et plus précisément « à la prévention des fragilités liées à l'avancée en âge.

<https://www.defondencomble.org/>

Alzheimer - Le respect du rythme des usagers : un défi quotidien

Actualités sociales hebdomadaires, 02/2022, n° HS 4, 41 p.

Alors même que le projet d'accompagnement personnalisé vient de fêter ses vingt ans avec l'instauration de la loi du 2002-2. De l'« abattage » au respect du rythme, il y a plus qu'un pas. Un fossé. Faute de temps, de personnels formés et en nombre suffisant, de résistance au changement, la perte d'autonomie s'accompagne inévitablement d'une perte de liberté des rythmes individuels.

<https://boutique.ash.tm.fr/achat-au-numero/horsseries-ash/le-respect-du-rythme-des-usagers>

Ehpad / Résidences autonomie

Mission « flash » : les conditions de travail et la gestion des ressources humaines en EHPAD [Rapport] / Assemblée Nationale, 08/03/2022, 8 p.

<https://www2.assemblee-nationale.fr/content/download/463467/4524>

La parution des Fossoyeurs, au-delà de la gravité des faits dénoncés, met en lumière le caractère dégradé des conditions de travail d'un personnel trop peu nombreux, pas suffisamment rémunéré, sans véritable perspective d'évolution professionnelle.

Mission « flash » sur la gestion financière des EHPAD [Rapport] / Assemblée Nationale, 08/03/2022, 8 p

<https://www2.assemblee-nationale.fr/content/download/463506/4524432/vers>

Les auditions d'acteurs ayant travaillé sur la gestion financière des EHPAD qu'il s'agisse d'acteurs institutionnels, d'experts comptables ou de spécialistes, ont mis en lumière les faiblesses du système actuel de tarification et de contrôle des dépenses des EHPAD qui ont permis le développement de pratiques financières contestables voire choquantes.

Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes / BRASSEUR Grégory, LARROQUE Damien, RAVALLEC Céline

Travail & sécurité, 03/2022, n° 835, p. 12-24

<https://www.travail-et-securite.fr/ts/dossier/Les%20%C3%A9tablissements>

La crise sanitaire a durement touché les Ehpad. Face à la pénurie de personnel et la surcharge de travail, les établissements doivent s'organiser, se réinventer, mutualiser leurs efforts. La réduction de la pénibilité physique et des situations d'épuisement professionnel reste un enjeu majeur de prévention, mais également d'image.

Ehpad : les certificats de décès sur support électronique obligatoires

Média social (Le), 10/03/2022

https://www.lemediasocial.fr/ehpad-les-certificats-de-deces-sur-support-electronique-obligatoires_2bw4CE

À compter du 1er juin 2022, pour tout décès survenant dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) ou dans un établissement de santé, le certificat de décès devra obligatoirement être établi sur support électronique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045269321>

Accès à la culture : relevez le défi !

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 03/2022, n° 157, p. 16-21

Le droit à l'accès à la culture reste trop souvent une préoccupation marginale dans les structures pour personnes âgées. Ni art-thérapie, ni animation, la démarche permet pourtant d'insuffler du sens et de la vie dans le quotidien des seniors et des équipes. Témoignages.

L'incontinence de la personne âgée / MARTIN Laure, DERVILLE Sandrine, MANGIN D'OUINCE Véronique

Géroscope pour les décideurs en Gérontologie, 03/2022, n° 137, p. 28-29

Taboue et sous-diagnostiquée, l'incontinence urinaire touche 20 à 30 % des personnes âgées de plus de 65 ans. Ce problème, encore plus fréquent en EHPAD, implique une prise en charge adaptée. Explications.

A Cherbourg, une journée "pas comme les autres" pour casser la routine

Territoires du social, 02/2022, n° 525, p. 21

Depuis une dizaine d'années, des professionnelles exerçant dans les Ehpads gérés par les CCAS élaborent avec les usagers une journée bénéfique à tous.

Fin de vie

Avis "Mieux accompagner la fin de la vie à la lumière des enseignements de la crise sanitaire"

Commission nationale consultative des droits de l'homme, 2022, 32 p.

<https://www.cncdh.fr/sites/default/files/a - 2022 - 2 - mieux accompagn>

La crise sanitaire a rappelé les lacunes du système sanitaire et médico-social en matière d'accompagnement de la fin de la vie. Un équilibre doit être recherché entre l'approche sanitaire et les autres approches à partir des droits des personnes. Outre la revalorisation et le renforcement des métiers du soin et du lien, la CNCDH recommande de replacer la mort au centre du débat public en organisant des états généraux de la fin de la vie, afin, notamment, d'anticiper les enjeux du vieillissement. Elle recommande également de développer une culture palliative partagée, de mieux informer les personnes sur leurs droits et les dispositifs existants et de créer un répertoire national regroupant les dispositions anticipées. Elle suggère de lutter contre l'isolement social, les discriminations liées à l'âge et les inégalités en garantissant un meilleur maillage territorial favorisant les échanges en réseau entre professionnels et en multipliant les lieux de vie partagés. La CNCDH appelle enfin à mieux accompagner les aidants mais également les plus démunis tout au long du processus de fin de la vie

Logement

Inventer le toit de nos vieux jours

Journal des acteurs sociaux, 02/2022, n° 264, p. 26-27

Un ouvrage sur des projets futuristes d'habitats seniors, une étude nationale pour identifier les attentes des futurs retraités en matière de logement ...l'Assurance retraite prépare le "chez soi" de demain, entre adaptation du logement et nouvelle façon d'habiter. De quoi répondre au désir des Français : vieillir à domicile, celui où ils vivent déjà ou celui, mieux adapté à leurs nouveaux besoins, qu'ils se seront choisis.

Vivre et vieillir en colocation

Sciences humaines, 04/2022, n° 346, p. 6-9

Ils sont huit, tous malades d'Alzheimer ou en perte d'autonomie A la Maison des sages, dans les Yvelines, ils vivent en colocation, avec l'appui d'un personnel qualifié. Ce modèle, répandu en Allemagne, représente une alternative aux maisons de retraite.

Maltraitance /Bienveillance

Le 3977 pour signaler des maltraitances envers les personnes âgées

Service-public.fr, 23/02/2022

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15520?xtor=EPR-141>

Le 3977 est le numéro national d'écoute destiné aux personnes âgées et aux adultes en situation de handicap victimes de maltraitance. Gratuit, disponible 7 jours sur 7, ce numéro permet aux victimes et aux témoins de signaler des actes de maltraitance. Les signalements peuvent aussi être réalisés à l'aide d'un formulaire en ligne ou par courriel. La plateforme 3977 est accessible aux personnes sourdes et malentendantes.

<https://3977.fr/nous-contacter/>

Maltraitance : une définition gravée dans le marbre

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 03/2022, n° 137, p. 10-11

La loi de protection des enfants du 7 février 2022 intègre au Code de l'action sociale et des familles une définition de la maltraitance, issue des travaux de la commission de promotion de la bienveillance et de lutte contre la maltraitance, et commune aux secteurs de l'enfance, de l'âge et du handicap.

- 3 questions à Anne-Sophie Ramond, avocate au bureau de Paris.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/vocabulaire_partage_de_la_maltra

11. PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Qu'attendre de l'Europe ? Stratégie européenne et présidence française

Etre - Emploi, handicap et prévention, 04/2022, n° 168, p. 54-64

Frappées par deux premières années de crise sanitaire, les années 2020 marqueront-elles le glas de cette Europe du handicap qui apparaissait à de nombreux acteurs et observateurs comme la première pierre de l'Europe sociale ? Ou au contraire, porteront-elles de nouvelles ambitions pour les 87 millions d'eurohandicapés ? Au moment où la France exerce la présidence du Conseil de l'Union européenne et qu'une nouvelle stratégie européenne en faveur des personnes handicapées vient d'être lancée. Enquête.

Maltraitance : une définition gravée dans le marbre

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 03/2022, n° 137, p. 10-11

La loi de protection des enfants du 7 février 2022 intègre au Code de l'action sociale et des familles une définition de la maltraitance, issue des travaux de la commission de promotion de la bienveillance et de lutte contre la maltraitance, et commune aux secteurs de l'enfance, de l'âge et du handicap.

- 3 questions à Anne-Sophie Ramond, avocate au bureau de Paris.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/vocabulaire_partage_de_la_m

Clinique d'un espace d'apaisement en ESAT / FLORQUIN Mary, DANIS Anabelle, MARTINEZ Claire

Vie sociale et traitements, 2022, n° 153, p. 5-11

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2022-1-page-5.htm>

Alors que l'Esat de la Lys est aux prises avec la productivité et les nombreux objectifs à réaliser, un espace d'apaisement vient se loger dans les murs de l'institution et invite à réinterroger le sens de l'accueil et du désir. Au regard du témoignage des moniteurs d'atelier et des travailleurs, la manière de se saisir de l'espace est singulière pour chacun et invite à ce que la réflexion puisse se poursuivre

Les plateformes médico-sociales : un levier de développement territorial - Quelles conséquences institutionnelles pour les équipes animatrices ? / MARTIN Pierrick

Cahiers de l'actif (les), 11/2021, n° 546-547, p. 235-238

Cet article analyse le succès ambigu des plateformes médico-sociales. Il suggère de repenser la plateforme comme levier de développement territorial, afin d'accroître sa légitimité institutionnelle, et, in fine, le pouvoir d'agir des personnes en situation de handicap. Au regard de cette ambition nouvelle, l'article interroge en conclusion la responsabilité de la charge du portage institutionnel de cette mission.

Les Troubles Neurodéveloppementaux, dont les TSA : mieux connaître pour mieux accompagner / AYANOUGLOU Fanny, BLACHON Claude

Cahiers de l'actif (les), 11/2021, n° 546-547, p. 9-228

La plupart des acteurs du secteur social et médico-social côtoient et/ou accompagnent des personnes atteintes de troubles neurodéveloppementaux... sans forcément savoir en quoi ces derniers consistent précisément. Ces troubles s'entremêlent souvent, se cumulent, donnant des tableaux cliniques atypiques. L'expression de chaque trouble peut varier dans les différentes associations, impactant différemment les personnes et nécessitant des interventions spécifiques.

Qu'en est-il de ces troubles, beaucoup plus variés et complexes que ne le laissent entendre la parole quotidienne comme les pratiques courantes ?

Ce numéro lève le voile sur ces troubles, en décrivant le dépistage, le diagnostic, les symptômes et l'accompagnement adéquat, afin que les acteurs du secteur puissent mieux agir, c'est-à-dire accompagner les personnes qui en sont atteints dans les meilleures conditions possibles d'appréhension et de compréhension.

https://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/?tx_actif_pi1%5Bcahier%5D=307&cHash=a1129239485ca1efcf87a9b473aac21b

Autisme



Guide « Groupe fratrie d'enfants/adolescents ayant un frère ou une sœur porteur de troubles du spectre de l'autisme », 03/2022, 57 p.

<https://www.santementale.fr/2022/03/autisme-un-guide-pour-accompagner-la-fratrie/>

Ce guide s'adresse aux professionnels concernés par l'accompagnement d'enfants/adolescents porteurs de Troubles du Spectre de l'Autisme (TSA). Il a pour but une sensibilisation à la problématique des frères et sœurs de personnes TSA et une incitation à mettre en place des dispositifs adaptés à l'attention de ce type de public. Les éléments qui y figurent résultent de la collaboration de deux psychologues cliniciennes spécialisées dans le champ du handicap et dans l'approche systémique de la famille, et de deux étudiantes de Master en psychologie du développement (Université de Lorraine).

12. POLITIQUES SOCIALES

Social et médico-social : la loi 3DS en dix points

Média social (Le), 04/03/2022

Handicap, ESMS, RSA, logement social, habitat inclusif... La loi "3DS" du 21 février 2022 sur la décentralisation comprend de nombreuses mesures intéressant le secteur social et médico-social. Parmi elles, le très décrié transfert des directeurs de la protection de l'enfance vers la fonction publique territoriale.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045197395>

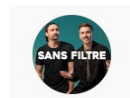
Le bien vivre-ensemble se tisse dans un quartier populaire

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 07/03/2022, n° 2605, p. 42

<https://www.lagazettedescommunes.com/793407/le-bien-vivre-ensemble-se-tisse-dans-un-quartier-populaire/>

La ville de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines, 44 800 hab.) a initié une démarche originale et participative, appelée « Axiom », afin de recréer les liens entre les habitants.

13. PREVENTION DE LA RADICALISATION



Vidéo - Prévenir la radicalisation avec Louis Audet-Gosselin, 03/2022, 93 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=00Q0LUe4C48>

Cette semaine sur le podcast, on reçoit le Directeur scientifique et stratégique du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV). On décortique les causes de la radicalisation et il nous explique quoi faire pour aider quelqu'un pris dans un ensemble d'idées plus radicales.

Rapport sur la prévention et la lutte contre la radicalisation des agents exerçant au sein des établissements de santé / PELLOUX Patrick, Ministère des solidarités et de la santé, 2022, 55 p.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/ministere/documentation-et-publications-o>

Fruit de la mission confiée par le ministre au Dr Pelloux en mars 2021, ce rapport formule une série de recommandations à même de poursuivre les initiatives déjà engagées par les pouvoirs publics en matière de lutte contre la radicalisation en établissement de santé, et vise aussi à promouvoir des actions de formation et de sensibilisation à cette thématique, d'accentuer le dialogue au sein des équipes et de définir une gouvernance territoriale de lutte contre la radicalisation.

14. PROTECTION DE L'ENFANCE



Replay - Sécurisons les parcours des jeunes en protection de l'enfance **8 mars, Angers**

Uriopss Pays de la Loire, 11/03/2022, 180 mn

<https://www.uriopss-pdl.fr/actualites/securisons-parcours-jeunes-en-protection-de-lenfance-replay-disponible>

Cette rencontre régionale construite donc autour des enjeux repérés par l'étude, a proposé une ouverture sur la situation particulière des Mineurs Non Accompagnés, avec la participation de Claude ROMEO, auteur du livre « Je voulais une chance de vivre : récits de mineurs isolés étrangers ».

Cette rencontre fut également la première étape vers la constitution du groupe régional parcours des jeunes piloté par l'URIOPSS des Pays de Loire. Nous espérons enfin que cette demi-journée contribuera à la construction d'un plaidoyer commun aux acteurs concernés en Pays de la Loire et en cela participera de la qualité de l'accompagnement des jeunes."

Etude : https://www.uriopss-pdl.fr/sites/default/files/users/i.ruisseau/uriopss_dreets_etude_2021.pdf

Protection de l'enfance et des majeurs de moins de 21 ans : la CNIL publie un référentiel

Commission Nationale Informatique et Libertés, 17/02/2022

<https://www.cnil.fr/fr/protection-de-lenfance-et-des-majeurs-de-moins-de-21-ans-la-cnil-publie-un-referentiel>

Comme tout organisme qui manipule des données personnelles, les organismes publics et privés qui proposent un accompagnement social et médico-social des mineurs et des jeunes majeurs de moins de 21 ans doivent respecter le RGPD. Afin de les aider à être en conformité, la CNIL a adopté un nouveau référentiel à la suite d'une consultation publique.



Enfants exposés aux violences conjugales - Témoigner, écouter, agir - Livre blanc 02/2022, 157 p.

<https://www.enfantsetviolencesconjugales.fr/livre-blanc/>

Cette cinquantaine de témoignages de femmes et d'enfants exposés à des violences intrafamiliales a été récoltée suite à un appel lancé le 24 novembre 2021. Les témoignages sont ponctués par les contributions de professionnels de la protection de l'enfance (juge des enfants, pédopsychiatres, avocats spécialisés...) et du comédien

Bruno Solo, appelant à une évolution de la législation pour mieux protéger ces enfants.

Qui sont les témoins ? Des personnes qui ont eu confiance en la démarche de la députée, des voix qu'on entend pas, ou pas assez et qui ont avant tout soif de justice, d'un système qui écoute la parole des victimes, examine et protège. Ces tranches de vie sont des écrits bruts, saisissants, souvent très durs.

Ce recueil de témoignages est une invitation à réfléchir comment les institutions peuvent être amenées à produire de la violence et comment les corriger, en dépassant les seules critiques.

Protection de l'enfance : extension de la contractualisation pour 2022

Ash.tm.fr, 14/03/2022

<https://www.ash.tm.fr/enfance-famille/protection-de-lenfance-extension-de-la-contractualisation-pour-2022-691975.php>

Une instruction du 18 février, publiée le 11 mars, précise le périmètre, le cadre et le calendrier de la négociation de la contractualisation entre le préfet, l'agence régionale de santé et le département, prévue par la stratégie nationale de prévention et de la protection de l'enfance.

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/cir_45303/CIRC

Chiffres clés en protection de l'enfance au 31 décembre 2020

Observatoire national de la protection de l'enfance, 11/03/2022, 16 p

https://onpe.gouv.fr/system/files/publication/note_chiffres_cles_annee2020_ok.pdf

Besoins fondamentaux des enfants : entre bon sens et professionnalisme / AMBROGGI Elodie

Actualités sociales hebdomadaires, 11/03/2022, n° 3250, p. 34-35

L'intérêt supérieur de l'enfant doit « guider toutes les décisions le concernant », affirme le code de l'action sociale et des familles. Elodie Ambroggi a défini huit besoins fondamentaux à prendre en compte lors des accompagnements sociaux en protection de l'enfance. Quels sont-ils ? A quelles fins les utiliser ?

ASE : un mentor pour voler de ses propres ailes

Actualités sociales hebdomadaires, 04/03/2022, n° 3249, p. 33

Trois jeunes issus des grandes écoles déploient un dispositif de mentorat dans toute la France, pour guider les adolescents de l'aide sociale à l'enfance vers leur insertion professionnelle.

<https://www.les-ombres.com/>

Protection des enfants : l'essentiel de la nouvelle loi

Actualités sociales hebdomadaires, 04/03/2022, n° 3249, p. 14-19

Améliorer le quotidien des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance, les protéger contre les violences, sécuriser les assistants familiaux... Présentation des principales dispositions de la nouvelle loi sur la protection des enfants du 7 février 2022.

Ancre culturelle en maison d'enfants / CHEYNEL Chloé

Vie sociale et traitements, 2022, n° 153, p. 75-81

Une éducatrice spécialisée raconte et questionne des accompagnements de jeunes en mecs où la médiation culturelle est venue soutenir la rencontre, l'échange et la place dans un collectif.

Complémentarité entre compétence professionnelle et compétence parentale - Un bref aperçu

ABAKOUY Aziz

Cahiers de l'actif (les), 11/2021, n° 546-547, p. 229-233

- Faire avec
- De la connaissance à la reconnaissance
- Les outils de la participation des parents

Prostitution des mineurs



Prostitution des mineures : Nina et ses parents - Les Pieds sur Terre

France culture, 16/03/2022, 28 mn

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/prostitution-des-mineures-nina-et-ses-parents>

A quinze ans, Nina s'enfuit de chez elle. Pendant un an, elle parcourt la France, seule ou avec des proxénètes, pour vendre son corps à des hommes bien plus âgés qu'elle. Ses parents, terriblement inquiets mais démunis, mettent tout en œuvre pour la faire revenir. Un récit à trois voix.

Recherche-action pluridisciplinaire sur la prostitution des mineurs en France PROMIFRANCE, CVM Mineurs, 2022, 152 p.

<https://cvm-mineurs.org/page/recherche-action-sur-la-prostitution-des-min>

Si la maltraitance infantile fait l'objet de recherches scientifiques, la problématique spécifique de la prostitution des mineurs français et étrangers en France, pourtant grandissante, est encore peu étudiée. Il n'existe pas à l'heure actuelle d'étude de grande ampleur pour évaluer et qualifier ce phénomène.

Face à ce constat, l'association CVM a réalisé une recherche-action prenant la forme d'une étude pluridisciplinaire alliant la sociologie, la psychologie et la médecine légale et ayant pour objectif d'analyser la prostitution protéiforme des mineurs sur le territoire français

15. TRAVAIL SOCIAL



Livre vert 2022 du travail social

Haut conseil du travail social, 2022, 141 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/284364-livre-vert-2022-du-travail-social>

Le Livre vert 2022 du travail social a pour objet de contribuer à mettre les enjeux du travail social au cœur du débat public. Dans le prolongement de travaux antérieurs (Etats généraux du travail social, plan d'action en faveur du travail social et du développement social, rapport "Reconnaître et valoriser le travail social"...), cette nouvelle publication est issue de la réflexion collective du Haut conseil du travail social (HCTS), institution consultative indépendante sur les sujets relatifs aux métiers, pratiques et conditions de travail des professionnels de ce secteur.



"La participation des personnes accompagnées : un choc des pratiques pour un enjeu démocratique" / Réseau des Documentalistes

CNFPT, 02/2022

<https://padlet.com/berangereguillet/x7k4ncxcaffsfjhz>

Ressource réalisée dans le cadre du webinar du 03 février 2022, organisé par le service de spécialités Inclusion sociale de l'INSET d'Angers.

A la sortie d'une pandémie qui a mis les métiers du médico-social sous tension mais aussi sous les feux de la rampe, la question se pose de savoir comment recruter, former, accompagner ces personnels particuliers dont le métier est aussi technique qu'humain ?

Donner une attractivité et un vrai sens à ces métiers est possible. Les grands acteurs du secteur travaillent au quotidien sur des actions et des pistes garantissant un futur positif à cette activité cruciale au sein de notre société qui représente le 4^{ème} secteur économique du pays.

Bien traiter ses équipes pour les garder

Actualités sociales hebdomadaires, 11/03/2022, n° 3250, p. 28-29

De nouvelles stratégies d'encadrement émergent dans le secteur social et médico-social. Axées sur la responsabilité, la participation et sur la bientraitance, elles ne règlent pas le manque de moyens des établissements. Elles peuvent cependant faire la différence pour des jeunes professionnels qui entrent sur le marché du travail.

Travail social - La solidarité a un prix

Actualités sociales hebdomadaires, 11/03/2022, n° 3250, p. 6-13

Créée en 1983, la Journée mondiale du travail social permet de braquer, une fois dans l'année, les projecteurs sur les professionnels. L'occasion de rappeler la crise des vocations sans précédent que traverse le secteur social et médico-social et l'urgence d'apporter des réponses. A commencer par une vraie reconnaissance.

« La ringardisation vient d'abord de l'intérieur »

« A quoi bon défendre encore le métier d'éduc spé ? »

« On n'associe pas forcément l'écologie au travail social »

Établissements : ces nouveaux directeurs, « venus d'ailleurs »

Actualités sociales hebdomadaires, 04/03/2022, n° 3249, p. 26-27

Issus du privé et/ou diplômés dans des domaines qui ne les prédestinaient pas à choisir ces carrières, les cadres « venus d'ailleurs » sont de plus en plus nombreux à prendre la tête des établissements sociaux et médico-sociaux.

La fonction de Directeur de CCAS/CIAS

Territoires du social, 02/2022, n° 525, p. 30-31

Quelles sont ses missions ? Doit-il être nommé ? Quelles sont les qualifications exigées ? Quelles relations entretient-il avec le Directeur général des services (DGS) de la ville ? Peut-il être lui-même DGS ?

SAAD de Gannat, un projet de service co-construit

Territoires du social, 02/2022, n° 525, p. 25

Le CCAS de Gannat (Allier - 6 000 hab.) a totalement révisé, en l'espace de trois ans, l'organisation de son service d'aide à domicile (SAAD) afin d'améliorer la qualité de vie au travail.

Les relations entre élus et agents au temps du télétravail

Territoires du social, 02/2022, n° 525, p. 22

Décliner les objectifs stratégiques définis par les élus en objectifs opérationnels pour le CCAS/CIAS, puis en objectifs individuels pour chaque agent est le point cardinal des relations entre élus et techniciens. Un cadre de travail modifié par l'impact de la pandémie.

Troyes Métropole : une cellule du "reclassement positif"

Territoires du social, 02/2022, n° 525, p. 21

Depuis 2018, les agents en difficulté exerçant au sein de la métropole et du CCAS ont accès à un dispositif leur ouvrant une seconde carrière.

Les professions sociales : quelles évolutions depuis 2002 ? / HENNION Sylvie

Revue de droit sanitaire et social, 01/2022, n° 1, p. 61-72

La loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale n'a pas traité des professions sociales. Centrée sur la structuration du secteur social et médico-social, l'objectif de la loi a été de définir l'objet de l'action sociale, de mettre la personne soignée ou suivie au centre du dispositif en réitérant dans le code de l'action sociale et des familles les droits et libertés individuels de la personne humaine. Si ces droits et libertés préexistaient à l'adoption de la loi du 2 janvier 2002, le texte a joué un rôle de révélateur du besoin de changements dans les pratiques professionnelles.

Les travailleurs sociaux se sont largement emparés de l'ensemble du dispositif de la loi du 2 janvier 2002 et ont trouvé dans ce texte une législation qui correspondait à leur éthique professionnelle tournée vers une vision de l'altérité de leurs fonctions.

Médiations : de l'activité au partage / PROUVEZ Valentine, ROUZEL Joseph

Vie sociale et traitements, 2022, n° 153, p. 14-81

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2022-1.htm>

Théâtre des rencontres humaines, tissu de relations multiples, lieu de mise en scène des difficultés psychiques ou sociales, espace de trans-faire... les médiations, les activités partagées, constituent le cœur du métier des fonctions éducatives, sociales, soignantes. Elles favorisent les passages, les entre-deux qui structurent la vie d'un sujet et lui permettent de s'approprier son espace physique, social, psychique.

Pourtant, les fonctions des professionnels du social, du médico-social, de la psychiatrie tendent aujourd'hui à se déplacer : le partage de moments de rencontre avec les usagers se raréfie au profit du cumul des fonctions de coordination, de pilotage de projets...

« L'animation » du quotidien et les activités sont aujourd'hui fréquemment dévolues à d'autres professionnels. Certaines équipes vont les multiplier jusqu'à l'activisme parce que c'est une façon de combler le vide et masquer ainsi l'angoisse que peuvent ressentir au quotidien les publics comme les professionnels, et de donner une visibilité au travail des établissements et services... Mais comment garder alors le sens et la valeur du « faire ensemble » dans la relation d'accompagnement ?

Educateurs spécialisés : la longue route vers la reconnaissance

Liaisons sociales magazine, 03/2022, n° 230, p. 20-22

Ils faisaient partie des oubliés du Ségur de la santé. Les éducateurs spécialisés, des métiers non reconnus, déjà en souffrance, ont été revalorisés par le Gouvernement lors de la Conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social.

Les enjeux contradictoires de la professionnalisation du secteur des soins au regard de la création du Bac pro ASSP / DIVERT Nicolas

Formation emploi - CEREQ, 2021, n° 156, p. 13-30

<https://www.cairn.info/revue-formation-emploi-2021-4-page-13.htm>

Dans le contexte de la réforme de la voie professionnelle entamée en 2007, l'instauration, en 2011, du Bac pro « Accompagnement, soins et services à la personne » (ASSP) vient compléter l'offre de diplômes du secteur sanitaire, social et médico-social de l'Éducation nationale. Valorisant la transversalité des connaissances à acquérir dans le cadre de l'éthique du care, ce nouveau diplôme s'inscrit dans une politique de diplomation et vise des secteurs d'activité aux contours incertains posant, de fait, la question de la professionnalisation de ses diplômé-es et de la reconnaissance de leur qualification.

Social et médico-social : deux diplômes de BTS et bac pro réactualisés

Média social (Le), 15/03/2022

Les conditions de formation et de délivrance du BTS "Économie sociale et familiale" et du bac pro "Accompagnement, soins et services à la personne" sont actualisées. Les premières sessions de ces diplômes revisités auront lieu en 2024 et 2025.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045269466>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045294343>

16. VIOLENCES



Face à l'agression - Les Pieds sur Terre

France culture, 11/03/2022, 28 mn

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/face-a-l-agression>

Comment réagit-on lorsqu'on est confronté à une violence sexuelle dans l'espace public ? Trois récits de témoins d'agression ou d'agression sans témoins.



Lutter pour nos corps, 08/03/2022, 32 mn

<https://louiemedia.com/le-book-club/2022/3/8/le-book-club-prsidentiel-4-lutter-pour-nos-corps>

À l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la gynécologue Tiphaine de Foucher nous accueille à la Maison des Femmes de Saint-Denis. Malgré le fossé qui sépare les promesses électorales de la réalité du terrain, elle attend encore beaucoup du politique pour résoudre les problématiques de violences sexistes et sexuelles. Dans son travail, la littérature l'aide à comprendre les mécanismes qui sous-tendent le couple, l'amour ou la famille afin de mieux accompagner ses patientes. Mais elle est aussi un moyen de s'échapper de ce quotidien pesant, grâce à des œuvres dans lesquelles "il n'y a pas de violence, où le corps des femmes n'est pas objectifié, où il n'y a pas de système de domination. C'est rare mais on en trouve !"



Rapport annuel 2022 sur l'état du sexisme en France

Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, 03/2022, 73 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/284289-etat-du-sexisme-en-france-rapport-2022#xtor=EPR-526>

La 4^e édition du rapport sur l'état des lieux du sexisme en France se centre sur les résultats d'un sondage inédit effectué sur un échantillon représentatif de 3000 personnes et qui constitue le nouveau « Baromètre Sexisme ».

Ce premier Baromètre Sexisme révèle un décalage constant entre d'un côté le vécu du sexisme, persistant, systémique et massif, et la conscience qu'il faut y répondre, quasiment unanime ; et de l'autre l'incapacité à le déceler réellement, notamment lorsqu'il se manifeste au quotidien. Le sexisme est à la fois perçu comme un fléau à combattre, et vécu comme un état de fait quasi imperceptible. Ce baromètre révèle à quel point il est encore nécessaire de faire preuve de pédagogie pour lutter contre le sexisme et d'amplifier les politiques destinées à le faire régresser et le sanctionner.

"Elles ont voulu éviter cet enfant, elles ont échoué", Julie Ancian, sociologue

Actualités sociales hebdomadaires, 11/03/2022, n° 3250, p. 30-31

Pour son livre Les violences inaudibles, Julie Ancian a rencontré cinq femmes purgeant des peines de prison après avoir tué l'enfant qu'elles venaient de mettre au monde. Elle a également assisté à de nombreux procès et étudié 75 cas de néonaticides. Loin d'être des coups de folie meurtrière, ces actes révèlent, selon elle, des logiques de précarité et de domination.

<http://iris.ehess.fr/index.php?1551>

Violences conjugales

Violences conjugales - circulaire d'application de deux décrets récents

Ash.tm.fr, 11/03/2022

Publiée au Bulletin officiel du ministère de la Justice du 3 mars 2022, une circulaire vient préciser les modalités d'application de deux décrets relatifs aux droits des victimes de violences intrafamiliales, d'une part, et aux mesures de surveillance applicables aux auteurs de ces violences, d'autre part.

Ces décrets ont notamment étendu la possibilité du recours à la justice restaurative aux faits prescrits. Les droits des mineurs victimes d'une exposition aux violences conjugales ont été également renforcés.

La circulaire apporte des précisions sur le maintien des mesures de protection de la victime en cas d'incarcération ou d'élargissement de l'auteur détenu.

Circulaire du 28 février 2022, NOR : JUSD2206691C, B.O. Justice du 3-03-22.

<http://www.justice.gouv.fr/bo/2022/20220331/JUSD2206691C.pdf>



Enfants exposés aux violences conjugales - Témoigner, écouter, agir - Livre blanc 02/2022, 157 p.

<https://www.enfantsetviolencesconjugales.fr/livre-blanc/>

Cette cinquantaine de témoignages de femmes et d'enfants exposés à des violences intrafamiliales a été récoltée suite à un appel lancé le 24 novembre 2021. Les témoignages sont ponctués par les contributions de professionnels de la protection de l'enfance (juge des enfants, pédopsychiatres, avocats spécialisés...) et du comédien

Bruno Solo, appelant à une évolution de la législation pour mieux protéger ces enfants.

Qui sont les témoins ? Des personnes qui ont eu confiance en la démarche de la députée, des voix qu'on entend pas, ou pas assez et qui ont avant tout soif de justice, d'un système qui écoute la parole des victimes, examine et protège. Ces tranches de vie sont des écrits bruts, saisissants, souvent très durs.

Ce recueil de témoignages est une invitation à réfléchir comment les institutions peuvent être amenées à produire de la violence et comment les corriger, en dépassant les seules critiques.

Lutte contre les violences conjugales : ce que l'institutionnalisation fait à la non-mixité / PERRIER Gwenaëlle

Metropolitiques.eu, 10/03/2022

<https://metropolitiques.eu/Lutte-contre-les-violences-conjugales-ce-que-l-institutionnalisation-fait-a-la.html>

Deux livres récents soulignent l'importance de la non-mixité dans la lutte contre les violences conjugales. Ils montrent que l'entre-soi du groupe des victimes, d'abord pratiqué en milieu militant, peut devenir l'instrument d'une politique pour l'égalité, et comment cet outil est transfiguré par l'institutionnalisation de la lutte.